



**ANNULATION DU PROJET DE FERMETURE DES COLLEGES RAYMOND BADIOU ET BELLEFONTAINE
POUR UNE VRAIE POLITIQUE D'ÉDUCATION NATIONALE DANS TOUS LES QUARTIERS
GREVE ET RASSEMBLEMENT AU CONSEIL DEPARTEMENTAL (METRO CANAL DU MIDI)
MERCREDI 11 JANVIER 2017 A 9 HEURES AU MOMENT DU CDEN.**

Le 11 janvier, le Conseil départemental de l'éducation nationale (CDEN) se réunira sous présidence du Conseil départemental pour soumettre au vote le projet dit de « mixité sociale ». Ce projet prévoit la fermeture du collège Raymond Badiou à court terme en tarissant le recrutement des élèves de 6^{ème}, dès 2017, puis des autres classes les années suivantes. Le collège Bellefontaine suivrait en 2018. Les élèves seraient transportés vers des collèges toulousains et de banlieue.

Ce projet, imposé selon un calendrier conduit à marche forcée, tourne le dos aux attentes des parents d'élèves et aux revendications des personnels.

Aucun plan d'ensemble entre les différentes institutions n'est élaboré. Les décisions futures se prendraient au fur et à mesure après la décision de fermeture des collèges Badiou et Bellefontaine. De plus, ce projet pose plus de problèmes qu'il n'en résout (fatigue et conséquences des transports, scolarisation des fratries, accompagnement des élèves dans le nouveau collège, liens parents/enseignants, moyens des REP+, ...). **Une telle précipitation, au regard des enjeux, n'augure rien de positif** sur l'avenir des jeunes élèves et des personnels chargé-es d'assurer leurs apprentissages. Dans tous les cas, ce projet **aurait des conséquences désastreuses pour nos élèves.**

Enfin, la loi permettant aux établissements privés de percevoir les fonds publics tout en choisissant les élèves (principalement les catégories sociales favorisées) n'autorise pas une réelle «mixité sociale» dans le public.

Pour information, ce projet fait suite à une commande ministérielle dite de « mixité sociale » dans une vingtaine de départements et se traduit pour plusieurs Conseils départementaux par des plans de désengagement et de suppressions de collèges REP ou REP +. La Haute-Garonne en fait partie.

L'intersyndicale FNEC-FP Force Ouvrière, Sud éducation, CGT Educ'action s'oppose à cette politique de désengagement de l'État dans sa mission essentielle de garantir sur tout le territoire une éducation pour toutes et tous à égalité, dans le cadre des programmes nationaux.

**L'INTERSYNDICALE FNEC-FP FORCE OUVRIERE, SUD EDUCATION, CGT EDUC'ACTION APPELLE A MANIFESTER
MERCREDI 11 JANVIER A 9H00 POUR L'ANNULATION DU PROJET DE FERMETURES DES COLLEGES BADIOU ET
BELLEFONTAINE ANNONCEES PAR LE CONSEIL DEPARTEMENTAL (une demande d'audience est déposée).**

L'Etat à tous les niveaux doit s'engager pour que les structures existantes soient conservées, qu'un programme national pour tous les élèves demeure, pour que le maillage territorial soit conservé.

Fermer des établissements ne peut être compris que comme un désengagement de l'Etat et des collectivités en rapport avec une politique des coûts. Chacun doit prendre ses responsabilités afin que tous les élèves puissent réussir et que les personnels puissent exercer dans les meilleures conditions. La réussite de tous nos élèves est en jeu.

Nous exigeons :

- l'annulation du projet de fermeture des collèges Raymond Badiou et Bellefontaine,
- Un service public d'éducation nationale de proximité faisant face à la demande de tous les quartiers et l'ouverture de nouveaux collèges avant d'envisager d'éventuels transferts de sectorisation,
- Une baisse généralisée des effectifs par classe : non à l'entassement des élèves dans les collèges,
- Des moyens statutaires : postes d'enseignants et CPE, dédoublement de classes, infirmières et médecins scolaires, assistantes sociales, AED nécessaires aux élèves des écoles et collèges dans tous les quartiers, selon les besoins
- une baisse des dérogations octroyées par le rectorat.

**POUR L'ABANDON DU PROJET DE FERMETURE A BADIOU ET BELLEFONTAINE
POUR REAFFIRMER NOTRE ATTACHEMENT AUX SERVICES PUBLICS DE PROXIMITE
FAISONS ENTENDRE D'AUTRES VOIX !
POUR PLUS DE JUSTICE ET D'EGALITE SOCIALES SUR TOUT LE TERRITOIRE.**